

(A)

(N° 218.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 MAI 1922.

Proposition de loi modifiant l'article 61 du Titre III du Code électoral.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Au cours de la récente discussion des articles de la loi électorale communale, plusieurs orateurs ont, pour justifier la suspension de principe du droit de vote des militaires subalternes, développé des arguments décisifs que je rappelle en les résumant :

De M. Carton de Wiart :

Accorder le droit de vote aux militaires subalternes, reviendrait à supprimer, en fait, pendant deux ou trois jours, l'armée et la gendarmerie, ce qui est impossible.

Pendant qu'ils font partie de l'armée, les citoyens ne sont plus en contact immédiat avec leur commune d'origine ; ils ne peuvent en apprécier, au même titre que les autres habitants permanents, les intérêts immédiats du moment et ne connaîtront généralement pas les opinions des candidats.

Sauf pour les élections communales prochaines, les citoyens miliciens auront généralement rempli la partie active de leurs obligations militaires lorsqu'ils seront appelés aux urnes, et la loi est faite non seulement pour les élections prochaines, mais encore pour les suivantes.

De M. Woeste :

Il faut éviter d'introduire dans l'armée les rivalités, les querelles, les luttes et les animosités que la politique amène parfois.

D'autre part, pour justifier le droit de vote des officiers, qui n'était, d'ailleurs, contesté par personne, M. le Premier Ministre faisait remarquer que la situation des officiers est toute différente du cas général, car ils sont sous les drapeaux pendant toute leur vie.

De plus, jamais personne n'a remarqué, à ma connaissance, que le fait d'avoir accordé, dans le passé, le droit de vote aux officiers, ait porté atteinte, d'une manière quelconque, à la discipline et à la cohésion qui doivent exister dans une armée bien organisée.

Les officiers, instruits de leur mission et pénétrés, par son accomplissement prolongé, de son caractère très particulier et, en certain moment, délicat, se font un point d'honneur d'user de tous leurs droits sans porter la moindre atteinte à la solidité de l'organisation militaire.

* * *

Mais, de l'examen de tous ces arguments, il apparaît péremptoirement que la législation électorale actuelle consacre, par oubli sans doute, une injustice flagrante.

Aucun des arguments développés pour refuser le droit de vote aux miliciens n'est opérant lorsqu'il s'agit des sous-officiers de carrière.

Le sous-officier de carrière ne sera pas plus que n'importe quel autre citoyen, électeur dans sa commune d'origine, mais bien dans celle où il remplit les conditions de résidence exigées par la loi et cette commune est, en général, celle de sa garnison, car c'est déjà dans cette commune que le volontaire de carrière figure sur les listes électorales et exercerait donc le droit de vote dont aucune raison sérieuse ne justifie la suspension. L'exercice du droit de vote pour les volontaires de carrière, pas plus que celui des officiers ne disloquerait donc, même temporairement, les cadres de l'armée. Les intéressés seraient sur place pour connaître et juger des problèmes posés et des opinions des candidats. Ils sont, de plus, d'un niveau intellectuel et moral qui les rendent plus aptes et plus dignes de l'exercice du droit électoral que beaucoup de leurs concitoyens non militaires auxquels la loi confère, cependant, le droit de vote.

Membres à vie de l'armée, tout comme les officiers, les sous-officiers de carrière constituent un cas particulier analogue à celui des officiers et tout différent du cas général.

Si le droit de vote leur était accordé, il est certain qu'ils en useraient avec la même circonspection que leurs chefs et éviteraient soigneusement, comme dans tous les autres actes de leur vie publique ou privée, de porter la moindre atteinte à la discipline et à la force de l'armée.

Et comme il est loin de ma pensée de vouloir contester aux officiers le droit de vote qui est la concrétisation du titre de citoyen, je puis faire remarquer que dans l'ensemble des cas, la stabilité de la garnison des sous-officiers est beaucoup plus grande que celle des officiers. Ces derniers, en effet, et j'en appelle au témoignage de M. le Ministre de la Défense Nationale, changent souvent de régiment et de garnison au cours de leur carrière, alors que les sous-officiers ne le font qu'exceptionnellement par le fait même qu'ils sont nommés par les chefs de corps et non par l'Administration centrale. Il en résulte que le sous-officier ne change normalement de garnison qu'avec son régiment, ce qui est exceptionnel et de nature à rendre l'exercice du droit de vote des sous-officiers plus facile que celui des officiers.

* * *

Presque tous les sous-officiers mariés habitent actuellement, au hasard des possibilités, dans les communes voisines de leurs occupations.

Ils y sont, au même titre que les autres habitants, les administrés des autorités communales, provinciales et gouvernementales.

Ils ont recours à tous les services publics et ils concourent, comme contribuables, à en payer le fonctionnement. Pourquoi, dès lors, leur refuser le droit d'influer sur l'organisation de ces services et sur la gestion des deniers communs ? Une récente réunion du Conseil des Ministres a décidé qu'il n'y avait pas lieu d'interdire en principe aux fonctionnaires et agents de l'État d'accepter des candidatures aux élections communales. Pourquoi le Gouvernement montre-t-il ainsi, d'une part, où il n'y avait pas d'intérêts publics ou privés laissés sans défense, cette largeur d'idées, alors que, d'autre part, il semble vouloir refuser à une catégorie de citoyens dont la Nation exige toutes les vertus civiques, le droit de défendre leurs intérêts de contribuables et d'administrés ?

Sous la législation actuelle, tous les sous-officiers de carrière sont privés du droit de vote jusqu'au moment de leur mise à la retraite, c'est-à-dire pendant la plus grande partie de leur existence, alors qu'ils sont, tout autant que leurs concitoyens, intéressés directement à une bonne orientation de la chose publique.

Nous commençons seulement l'expérience du suffrage féminin.

L'opinion publique n'est pas encore ralliée à l'extension de cette expérience, et déjà il y aura de nombreux ménages d'honorables Belges, où l'épouse sera électeur et peut-être conseiller communal, alors que le mari restera considéré comme individu politiquement mineur. Est-ce la réaction féministe qui commence et un acheminement vers la suppression du vote masculin ?

On serait tenté de le croire, puisque les épouses des sous-officiers, qui ne demandaient rien, sont contraintes par la loi d'user du droit du vote féminin communal, alors qu'on refuse le même droit aux maris qui désirent l'obtenir.

*
* *

Que l'on ne s'imagine pas que la solution proposée soit sans précédent.

Les sous-officiers de l'armée néerlandaise jouissent des droits du citoyen, et l'exercice de ces droits n'a fait apparaître ni inconvénients ni difficultés, pas plus au point de vue militaire qu'au point de vue administratif.

Pourquoi ce qui est possible en Hollande ne le serait-il pas en Belgique ?

*
* *

J'ai ainsi envisagé la question aux points de vue militaire, administratif et politique et, alors que toutes les idées soulevées justifient l'octroi du droit de vote au sous-officier de carrière, je ne trouve aucun motif, ni d'ordre militaire, ni d'ordre administratif, qui puisse faire obstacle à la reconnaissance de ce droit.

Je vois cependant encore une raison sérieuse pour l'accorder sans tarder.

L'armée souffre d'une crise de cadres aigü. Je vous ai déjà entretenus à plusieurs reprises à ce sujet.

Les officiers, déjà trop peu nombreux dans les unités actives, sont presque tota-

lement privés du concours, si précieux cependant, d'un cadre subalterne complet et bien instruit de son métier. L'instruction et l'administration s'en ressentent forcément. L'armée porte le poids des fautes du passé. La situation des sous-officiers fut trop souvent négligée, on ne songea que tardivement à améliorer leur situation matérielle et à hausser leur situation morale. Les dernières modifications apportées à leur condition (transformation de la solde en appointements et augmentations sensible de ceux-ci, amélioration de l'uniforme, autorisation de revêtir des vêtements bourgeois, promesse de la création d'une caisse de pension pour les veuves et orphelins, etc.), n'ont pas encore donné les résultats qu'il est nécessaire d'obtenir avant de pouvoir réorganiser les forces militaires de la Nation sur des bases solides.

Et j'attends, de l'octroi du droit de vote aux sous-officiers de carrière, d'heureux résultats en ce qui concerne le relèvement de la situation morale de cette catégorie de militaires.

Il ne faut pas que le jeune homme qui se destine à la carrière militaire puisse croire qu'il va entrer dans un milieu où sa personnalité sera écrasée. Il ne faut pas qu'il puisse croire que ses intérêts personnels ne seront jamais considérés comme dignes d'attention et qu'en entrant dans la catégorie des militaires de carrière, il devra les sacrifier sur l'autel de la tradition qui veut que le sous-officier n'ait pas le droit de participer à la vie publique, même lorsque ses intérêts sont en jeu.

Dans une Belgique qui a appris à savoir ce qu'il en coûte de ne pas posséder une armée capable d'assurer l'inviolabilité des ses frontières et qui ne veut plus subir une nouvelle invasion, il ne se peut que ceux, qui sont les plus précieux auxiliaires des officiers dans leur mission d'apprendre aux futurs citoyens leur rôle de défenseurs du territoire national, soient considérés au point de vue politique comme des individus mineurs auxquels il n'est pas désirable de laisser l'exercice du droit de suffrage.

En rompant avec la tradition qui date des armées de mercenaires et qui ne doit pas subsister dans les armées nationales, le Parlement marquera aux sous-officiers l'intérêt qu'il porte à leur situation et leur inspirera confiance en l'avenir. Il leur donnera la force morale qui fait des hommes prêts à tous les dévouements et à tous les sacrifices.

Ainsi disparaîtra la disposition législative malheureuse qui mettait sur le même pied au point de vue électoral les sous-officiers et les indignes.

*
* *

Messieurs, le texte qui vous est proposé accorde, en fait, le droit de vote aux militaires qui, par suite d'un engagement, ont montré leur désir d'entrer définitivement dans les cadres de l'armée. C'est à ces militaires qu'un récent arrêté royal a accordé un traitement mensuel en remplacement de la solde journalière.

Une dépêche ministérielle vient encore d'accentuer la séparation nette existant, d'une part, entre le milicien et le volontaire de carrière qui accomplissent un terme limité de service actif, et d'autre part, le rengagé qui est devenu membre à vie de l'armée, en accordant à ce dernier l'autorisation de revêtir des vêtements bourgeois et de sortir ainsi de la caserne.

La mesure proposée cadre donc bien avec les plus récentes décisions de l'autorité, puisqu'elle les complète.

Elle concourra à relever la situation morale du cadre subalterne ; elle prouvera à celui-ci que la Nation a pour lui la plus grande bienveillance, qu'elle s'ingénie à concilier les besoins de l'armée avec une extension toujours plus grande de la liberté individuelle.

La Patrie y gagnera, car elle ne sera jamais mieux défendue que par des hommes libres, conscients de leurs droits comme de leurs devoirs.

ADOLPHE BUYL.



(ANNEXE AU N° 218)

(BIJLAGE VAN N° 218)

PROPOSITION DE LOI

modifiant l'article 61 du Titre III
du Code électoral.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 61 du Titre III du Code électoral est modifié comme il suit :

Le droit de vote des sous-officiers, caporaux ou soldats, miliciens ou volontaires de carrière, est suspendu tant qu'ils sont sous les drapeaux.

La disposition qui précède ne s'applique *ni* aux membres du personnel du service des secours, porteurs d'un diplôme de docteur en médecine, de *pharmacien* ou de vétérinaire, *ni* aux sous-officiers, caporaux, brigadiers, clairons, trompettes, musiciens, soldats et assimilés comptant au moins trois ans de service,

WETSVOORSTEL

tot wijziging van artikel 61, Titel III,
van het Kieswetboek.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 61, Titel III, van het Kieswetboek wordt gewijzigd als volgt :

Het stemrecht der onderofficieren, korporalen en soldaten, militieplichtigen of beroepsvrijwilligers is opgeschorst, zoolang zij onder de wapens zijn.

De voorgaande bepaling is van toepassing *noch* op de leden van het personeel van den verbanddienst, die in het bezit zijn van een diploma van doctor in de geneeskunde, van *apotheker* of van veearts, *noch* op de onderofficieren, korporalen, brigadiers, hoornblazers, muzikanten, soldaten en gelijkgestelden, die ten minste drie jaren dienst hebben.

Adolphe BUYL,
G. HUBIN,
P.-E. JANSON,
Maurice PIRMEZ,
H. MARCK,
Victor ERNEST.

(1)

(Nr 218.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 MEI 1922.

Wetsontwerp

tot wijziging van artikel 61, Titel III, van het Kieswetboek.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij de jongste behandeling van de artikelen der gemeentekieswet, hebben verscheidene redenaars, ten einde de schorsing van het beginsel van het stemrecht der militairen van lageren rang, afdoende beweeggronden ontwikkeld, welke ik in 't kort wil vermelden :

De heer *Carton de Wiart* :

Aan de militairen van lageren rang het stemrecht verleen, zou gelijkstaan met de werkelijke afschaffing van het leger en van de gendarmerie gedurende twee of drie dagen, wat onmogelijk is.

Terwijl zij van het leger deel uitmaken, zijn de ingezetenen niet meer rechtstreeks in voeling met hunne gemeente van herkomst; zij kunnen zich niet, even gemakkelijk als de vaste inwoners, rekenschap geven van de dadelijke belangen en zullen in 't algemeen de denkwijzen van de kandidaten niet kennen.

Behalve voor de aanstaande gemeenteverkiezingen, zullen de militieplichtige ingezetenen in 't algemeen het deel van den werkelijken dienst, die hun is opgelegd, hebben volbracht, wanneer zij ter stembus zullen opgeroepen worden, en de wet is gemaakt niet alleen voor de aanstaande verkiezingen, maar ook voor de volgende.

De heer *Woeste* :

Men moet vermijden dat de ijverzucht, de twisten, de strijd, de vijandschap, welke door de politiek vaak verwekt worden, in het leger ingang vinden.

Anderzijds, om het door niemand betwiste stemrecht van de officieren te

wettigen, deed de Eerste Minister aanmerken, dat de toestand der officieren gansch onderscheiden is van dien der soldaten in 't algemeen; immers, de eersten blijven hun heel leven lang onder de wapens.

Overigens, heeft, voor zoover mij bekend is, nooit iemand bemerkt dat door, in het verleden, het stemrecht aan de officieren toe te kennen, enige inbreuk werd gemaakt op de tucht en op het verband, welke in een goed ingericht leger moeten bestaan.

De officieren, die zich van hunne taak bewust zijn en, door deszelfs langdurige vervulling, doordrongen zijn van zijn zeer bijzonderen en soms kieschen aard, stellen er prijs op, van al hunne rechten gebruik te maken zonder in het minst te kort te doen aan de hechtheid der militaire inrichting.

*
* *

Uit het onderzoek van al deze beweegredenen blijkt echter afdoende, dat de huidige kieswetgeving, wellicht bij vergetelheid, een blijkbaar onrecht bestendigt.

Geen enkel van de aangevoerde redenen om het stemrecht aan de militieplichtigen te ontzeggen, is afdoende, waar het de beroeps-onderofficieren geldt.

Zoo min als om 't even welke andere burger zal de beroeps-onderofficier kiezer zijn in zijne gemeente van herkomst, doch wel in die, waar hij aan de bij de wet gestelde vereischen van verblijf voldoet, en deze gemeente is, over 't algemeen, die van zijn garnizoen; immers, reeds in deze gemeente is de beroepsvrijwilliger op de kiezerslijsten ingeschreven en zou hij dus dit stemrecht uitoefenen, waarvan de opschorting door geen ernstige reden gewettigd wordt. Zoomin als dit het geval is bij de officieren, zou de uitoefening van het stemrecht door de beroepsvrijwilligers, zelfs tijdelijk, de legerkaders ontwrichten. De belanghebbenden zouden ter plaatse zijn om van de te berde gebrachte vraagstukken en van de denkwijze der candidaten kennis te nemen. Daarenboven staan zij verstandelijk en zedelijk veel hooger en zijn daardoor meer geschikt en meer waardig om het kiesrecht uit te oefenen dan velen hunner niet-militaire medeburgers, aan wie de wet nochtans het kiesrecht verleent.

De beroeps-onderofficieren, die, zoowel als de officieren, voor geheel hun leven tot het leger behooren, zijn in hetzelfde bijzonder geval als de officieren, geval dat geheel verschillend is van dit der soldaten in 't algemeen.

Werd het stemrecht hun verleend, dan zouden zij voorzeker met evenveel omzichtigheid gebruik daarvan maken als hunne oversten en zorgvuldig vermijden, evenals in al de overige omstandigheden van het openbaar of privaat leven, in het minst te kort te doen aan de tucht en aan de sterkte van het leger.

En, daar ik aan de officieren in 't geheel niet het stemrecht wil betwisten, dat de concretiseering is van hun burgerschap, mag ik doen opmerken dat, over 't algemeen, de onderofficieren veel minder van garnizoen veranderen

dan de officieren. Dezen — en hier beroep ik mij op de getuigenis van den Minister van 's Lands Verdediging — veranderen inderdaad vaak van regiment en van garnizoen in hunne loopbaan, terwijl dit de uitzondering is voor de onderofficieren, doordien zij door de korpsoversten en niet door het Hoofdbestuur worden benoemd. Daaruit volgt dat de onderofficier gewoonlijk alleen dan van garnizoen verandert wanneer dit ook het geval is met zijn regiment, hetgeen een uitzondering is en geschikt is om de uitoefening van het stemrecht der onderofficieren gemakkelijker te maken dan die van de officieren.

*
* * *

Bijna al de gehuwde onderofficieren wonen tegenwoordig, zooals de toestanden het meebrengen, in de gemeenten palende aan die waar zij werkzaam zijn.

Evenals de overige inwoners, zijn zij er de onderhoorigen van de gemeentelijke, provinciale en Staatsoverheden.

Zij maken gebruik van al de openbare diensten en, als belastingschuldigen, dragen zij in de werking er van bij. Waarom zou men hun dan het recht weigeren, op de regeling van deze diensten en op het beheer van de gemeenschappelijke penningen invloed uit te oefenen? In een onlangs gehouden Ministerraad werd beslist dat het, in beginsel, niet noodig was, aan de ambtenaren en beambten van den Staat te verbieden, candidaturen voor de gemeenteverkiezingen te aanvaarden. Waarom geeft de Regeering alzoo, eenerzijds, daar waar geene openbare of private belangen zonder verdediging waren gelaten, blijk van ruime gedachten, wanneer zij, anderzijds, aan eene reeks burgers, van wie de Natie al de burgerdeugden vereischt, het recht schijnt te ontfangen om hunne belangen van belastingschuldigen en onderhoorigen te verdedigen?

Onder de huidige wetgeving is aan al de beroeps-onderofficieren het stemrecht ontfangen, totdat zij gepensionneerd worden, met andere woorden gedurende het grootste gedeelte van het leven, wanneer zij, in gelijke mate als hunne medeburgers, rechtstreeks belang hebben bij eene goede regeling der openbare zaak.

De proefneming van het vrouwenkiesrecht neemt nu eerst een aanvang.

De openbare meening is het nog niet eens met de uitbreiding dezer proefneming, en reeds zullen er talrijke gezinnen van achtenswaardige Belgen zijn, waar de echtgenooten kiezer en wellicht gemeenteraadslid zijn zal, terwijl de echtgenoot als minderjarige op politiek gebied zal aangezien blijven. Is dit de weerslag van het feminisme, die zich doet gevoelen, en een stap naar de afschaffing van het stemrecht der mannen?

Men zou geneigd zijn het te gelooven, vermits de echtgenooten der onderofficieren, die niets vroegen, door de wet verplicht worden het kiesrecht voor de gemeente uit te oefenen, wanneer hetzelfde recht ontfangen wordt aan de mans, die verlangen hetzelfde te bekomen.

*
* * *

Men beelde zich ook niet in, dat de voorgestelde oplossing zonder voorgaande is.

De onderofficieren van het Nederlandsche leger genieten de burgerrechten, en de uitoefening dezer rechten heeft noch bezwaren, noch moeilijkheden aan 't licht gebracht, zoo min op militair gebied als op bestuursgebied.

Waarom zou wat mogelijk is in Holland, onmogelijk zijn in België?

*
* *

Door de bovenstaande beschouwingen heb ik de zaak behandeld in militair, administratief en politiek opzicht, en wanneer al de aangevoerde gedachten het verleen van het stemrecht aan de beproefsonderofficieren wettigen, vind ik geen enkele beweegreden, noch van militairen, noch van bestuurlijken aard, die de verleening van dit recht kan in den weg staan.

Ik zie echter nog een ernstige reden om het onverwijld te verleen.

Het leger lijdt aan een hevige kadercrisis. Hierover heb ik hier reeds herhaaldelijk gesproken.

De reeds te weinig talrijke officieren in de actieve eenheden zijn bijna geheel beroofd van de nochtans zoo kostbare medewerking van een volledig en goed geschoold lager kader. Het onderricht en het bestuur worden dit heel wel gewaar. Het leger ondergaat de gevolgen van de missingen in het verleden. De toestand van de onderofficieren werd al te vaak verwaarloosd en men dacht er slechts te laat aan, hun stoffelijken toestand te verbeteren en hun moreelen toestand te verheffen. De jongste wijzigingen in hun toestand (omzetting van de soldij in jaarwedde en merkelijke verhooging van deze, verbetering van de uniform, toelating om burgerkleedij te dragen, belofte eene pensioenkas voor de weduwen en weezen op te richten, enz.), hebben nog niet de uitslagen opgeleverd, welke men bekomen moet, alvorens de militaire sterkte der Natie op vaste grondslagen te kunnen herinrichten.

Ook verwacht ik heilvolle uitslagen van de verleening van het stemrecht aan de beroeps-onderofficieren, wat betreft de verbetering van den moreelen toestand dezer klasse militairen.

Het mag niet, dat de jongeling, die zich voor de militaire loopbaan bestemt, kunne meenen dat hij in een midden zal treden, waar zijne persoonlijkheid zal worden doodgedrongen. Het mag niet, dat hij kunne denken dat zijne persoonlijke belangen nooit als achtenswaardig zullen aangezien worden en dat hij, door in de klasse der beroepsmilitairen opgenomen te worden, van zijne belangen zal moeten afzien om te voldoen aan de oude leus, krachtens welke de onderofficier niet het recht heeft aan het openbaar leven deel te nemen, zelfs wanneer zijne belangen er bij betrokken zijn.

In een België, dat ondervonden heeft wat het kost, geen leger te bezitten, bekwaam om de onschendbaarheid van zijne grenzen te verzekeren, en dat niet meer een nieuwe overweldiging wil beleven, mag niet meer geduld worden dat zij, die de kostbaarste medewerkers van de officieren zijn om de toekomstige burgers op de hoogte te brengen van hunne taak van 's Lands

verdedigers, in politiek opzicht worden aangezien als onwaardige wezens, aan wie het niet gewenscht is de uitoefening van het kiesrecht toe te kennen.

Door niet langer de sleur te volgen, welke dagteekent van den tijd der huurlegers en in de nationale legers niet dient te bestaan, zal het Parlement aan de onderofficieren een blijk geven van zijne belangstelling in hun toestand en hun vertrouwen in de toekomst inboezemen. Het zal hun de zedelijke kracht geven, welke mannen verwekt, noodig voor alle offervaardigheid en voor alle opofferingen.

Zóó zal de ongelukkige wetsbepaling vervallen, welke, in kieszaken, de onderofficieren en de onwaardigen op gelijken voet stelde.

*
* *

Mijne Heeren, de U voorgelegde tekst kent, feitelijk, het stemrecht toe aan de militairen die, ten gevolge van eene verbintenis, hun verlangen te kennen geven om voorgoed in de legerkaders te treden. 't Is aan deze militairen dat, bij een onlangs uitgevaardigd Koninklijk besluit, eene maandelijksche wedde werd verleend ter vervanging van de dagelijksche soldij.

Eene ministerieele omzendbrief heeft onlangs de scheidingslijn nader bepaald, welke bestaat, eenerzijds, tusschen den militieplichtige en den beroepsvrijwilliger die een beperkten actieven dienstdtijd volbrengen, en, anderzijds, den opnieuw dienstdnemende die voor zijn leven in het leger treedt, door aan dezen laatste toe te laten burgerkleeren te dragen en alzoo de kazerne te verlaten.

De voorgestelde maatregel strookt dus goed met de jongste beslissingen der overheid, daar hij ze aanvult.

Hij zal er toe bijdragen den zedelijken toestand van het lager kader te verbeteren; hij zal bewijzen dat de Natie jegens dit kader zeer welwillend is gezind, dat zij er op bedacht is de behoeften van het leger overeen te brengen met eene immer grootere uitbreiding van de persoonlijke vrijheid.

Het Vaderland zal er bij winnen, want het zal nooit beter verdedigd worden dan door vrije mannen, zich bewust zijnde van hunne rechten evenals van hunne plichten.

ADOLPHE BUYL.

